

La crise du capitalisme hors-sol

Jean-Marie Harribey

29 avril 2009

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2009/04/29/la-crise-du-capitalisme-hors-sol>

On a souvent ironisé sur les banquiers et notamment sur le cas de Daniel Bouton, depuis hier ex-PDG de la Société générale. Il s'agit bien sûr non pas de stigmatiser des personnes, aussi détestables que soit leur comportement, mais bien un système bancaire « par qui le malheur est arrivé » pour le dire vite. La semaine qui vient de s'écouler a été encore fertile en rebondissements qui, tous, confirment les diagnostics et analyses portés ici sur les relations entre l'économie productive et la finance, relations qui sont au cœur de l'accumulation capitaliste.

Ainsi, selon l'information donnée par *Libération* du 27 avril 2009, il se pourrait bien que la Société générale ait, par l'entremise de ses filiales spécialisées dans la gestion d'actifs financiers, perdu cinq milliards d'euros, c'est-à-dire plus que dans l'affaire dite Kerviel. Touchée par la débâcle des *subprimes*, la belle Société générale était dirigée par Bouton, auteur il y a quelques années d'un rapport sur la bonne gouvernance des banques.

La même semaine, le Fonds monétaire international nous apprend qu'il a estimé à près de 4100 milliards de dollars les dépréciations d'actifs financiers dont souffrent toutes les banques dans le monde. Et il nous avertit que cette estimation n'est que provisoire, étant donné la difficulté à dresser des bilans exhaustifs.

Nous sommes prévenus : aussi longtemps que les banques découvriront les dégâts de leur propre spéculation, les plans de licenciement continueront de pleuvoir et les réformes de « structures » de s'épanouir. Il faut bien que le système « se refasse » !

Pourtant, toutes ces dépréciations d'actifs financiers sont-elles bien graves ? Ou, plus précisément, la gravité la plus importante de la crise est-elle là ? Écoutons un « expert » s'il en est, Nicolas Baverez : « Les effets de ce sinistre financier ont été dévastateurs. Depuis l'été 2007, plus de 40 000 milliards de richesses ont été détruits, dont 14 000 aux Etats-Unis (soit un an de production). » (« D'où vient la crise économique mondiale ? », *Marianne-L'histoire*, « Les crises du capitalisme », Hors-série, mars-avril 2009, p. 83).

Qui dit mieux ? Les deux tiers du produit mondial annuel auraient été détruits ? C'est le degré zéro de la pensée économique dans toute sa splendeur. En effet, les brusques dépréciations d'actifs ne portent que sur des appréciations antérieures dont le caractère fictif est la définition même de la spéculation. Le produit mondial va peut-être reculer cette année et les suivantes, mais de quelques pour cent. Cette régression de la production est donc confondue avec la dépréciation des actifs financiers. La crise du capitalisme est aussi une crise idéologique car s'effondre l'idée que la finance est en elle-même source de richesse (rappelons-nous les bêtises racontées sur les miraculeux fonds de pension pour payer les retraites). Mais les idéologues ne connaissent qu'un métier : coûte que coûte, entretenir mythes et mystifications.

On a évoqué ici à plusieurs reprises l'influence néfaste des normes comptables internationales qui n'ont aucunement l'intention d'évaluer la richesse réelle des entreprises mais leur potentiel de valorisation financière si les capitalistes voulaient liquider leur capital. Or, pour qu'un capitaliste liquide son capital, il doit trouver un autre capitaliste pour prendre à son compte le capital productif dont veut se débarrasser le premier. Baverez n'a pas lu Marx.

Baverez n'a pas lu Keynes non plus. Sinon, il ne confondrait pas la richesse, celle qui est produite, et la représentation fantasmatique de celle-ci.

Si la crise actuelle est aussi grave, c'est parce que le capitalisme a poussé jusqu'à un point jamais atteint auparavant la recherche du profit par la seule voie de la valorisation financière directe sur les marchés spéculatifs. La financiarisation du capitalisme n'a fait qu'exacerber la contradiction entre le passage obligé par le circuit *capital argent-capital productif-capital argent supérieur* (le fameux *A-P-A'* de Marx) et la tentation permanente mais illusoire d'éviter celui-ci pour aller directement au but *A-A'*, sans passer par la case travail. En somme, faire du profit hors-sol.

L'économiste américain Paul Krugman (<http://krugman.blogs.nytimes.com/2009/04/22/alice-in-financeland>) a fait état cette semaine d'une petite histoire sur les banques américaines Citygroup et Morgan Stanley, qu'a commentée Guillaume Duval d'*Alternatives économiques*. Le bilan d'une banque, comme de toute entreprise, comporte un actif et un passif. À l'actif de la banque figurent essentiellement ses actifs financiers évalués au cours du marché. Au passif se trouvent ses capitaux propres et ses dettes. Si les créanciers de la banque estiment celle-ci en mauvaise posture, ils vont déprécier les titres qu'ils possèdent. Si dans le même temps, l'actif n'a pas varié, la diminution de la dette fait apparaître comptablement au passif un... bénéfice par différence avec l'actif. Si la situation de la banque se révèle moins mauvaise qu'on le croyait ou si elle redresse sa situation, la dette est réévaluée et le bénéfice... disparaît, voire laisse la place à... une perte.

La crise du capitalisme est une école pour le comprendre !